

Monsieur le président

Monsieur le Secrétaire général

Mesdames et Messieurs les membres du présidium

Camarades participants

Honorables invités

Je vous remercie beaucoup de me donner la parole en ce lieu hautement symbolique qu'est le palais des Nations-Unis à Genève, devant ce prestigieux conseil de l'Internationale socialiste, en ce jour où mon pays, Djibouti, est devenu indépendant en juin 1977.

En effet, le 27 juin 2018 marque le 41^{ème} anniversaire de l'accession à l'Indépendance pour nous autres Djiboutiens. C'est aussi, malheureusement, un jour qui marque autant d'années de confiscation de cette liberté, notre liberté, par une dictature qui perdure depuis 1977.

Djibouti, voilà un pays dont la souffrance est rarement évoquée, un pays où la chape de plomb dictatoriale se double d'une chape de silence. A Djibouti, le paysage médiatique se réduit à un seul journal, une seule radio et une seule télévision, tous trois contrôlés par le régime. Et hors de Djibouti, peu ou pas d'attention pour le triste sort des Djiboutiens.

A Djibouti, le président Ismaël Omar Guelleh, qui a pris le pouvoir en 1999 grâce à son oncle Hassan Gouled Aptidon, son unique prédécesseur dont il était le chef de la sécurité, est le chef du parti unique, chef du gouvernement, chef de l'administration, chef des forces armées et chef des forces d'ordre. Il contrôle la justice comme le pouvoir législatif, l'économie comme l'essentiel de la société civile. Il achète l'opposition alimentaire et opprime la véritable opposition.

Le pays est à ce point devenu la chose personnelle du chef de l'État que les gens doivent boire le lait et autre jus de fruits de piètre qualité que produit son fils cadet, manger les pâtes que fabrique son fils aîné.

Résultat de cette dictature prédatrice, ce pays de moins d'un million d'habitants, est l'un des plus pauvres au monde avec un indice de développement humain de 172/188 (Cf Rapport 2016 du PNUD), un indice de perception de corruption de 122/180 en 2017 (Cf Transparency International) et un classement pour la liberté de la presse de 173/180 en 2018 (Cf Classement 2018 de Reporters Sans Frontières). Mais aussi avec une dette extérieure qui approche les 100 % du PIB.

Ce, sous les yeux de nombreuses puissances mondiales qui ont chacune sa base militaire à Djibouti : la France, les États-Unis d'Amérique, le Japon, l'Italie et la Chine sont tous militairement présents pour ne retenir que les pays qui ont une base permanente sur le sol djiboutien.

A cette dictature, nous résistons depuis 1992, année où nous avons créé sous l'appellation de Parti du renouveau démocratique (PRD), le premier parti légalisé de l'histoire de la République de Djibouti (qui n'a de République que le nom), un parti progressiste comme vous pouvez l'imaginer. Cette légalité nous a été arbitrairement retirée en 1997 et nous a obligés à changer de nom pour prendre notre dénomination actuelle de Mouvement pour le Renouveau démocratique et le Développement (MRD) en vue d'une re-légalisation en 2002, légalité à nouveau arbitrairement retirée en 2008 sur une fausse accusation, fondée sur un faux grossier.

Pour vous donner une idée des persécutons que nous subissons au MRD, la prison centrale du pays, Gabode, m'est personnellement familière : j'y ai croupi plus de dix fois depuis 1997. Et si je suis libre aujourd'hui, c'est qu'un séjour en Belgique, pays qui m'a accueilli en exil de 2004 à 2013, m'a permis d'échapper à une nouvelle vague d'arrestations anti-MRD de mars 2017. En d'autres termes, en cas de retour à Djibouti (et je vais y retourner avant la fin de l'année), la prison de Gabode m'attend encore, au motif que je résiste à la dissolution arbitraire du MRD en 2008, dissolution que nous avons soumise, ici à Genève, en novembre 2017, au Comité des Nations Unies pour les droits de l'Homme dont nous attendons la réponse.

Voilà pourquoi nous sollicitons vote soutien par le projet de résolution qui vous est soumis afin que, entres autres choses, le régime tienne les engagements démocratiques qu'il a pris en décembre 2014, suite à une forte pression de la rue dont nous avons pris le risque avec d'autres forces de l'opposition, après un énième hold-up électoral dictatorial. Voilà pourquoi nous continuerons de résister parce qu'une société libre, fraternelle et prospère est possible à Djibouti, ce qui est le sens de l'engagement progressiste du MRD.

Merci de votre attention.

Daher Ahmed Farah

Président du MRD

Djibouti